

Mais où est donc passée la « Réforme de la direction de l'Etat » ?

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 7 JUIN 2006

Le 3 juin 2004, se ralliant au Conseil national, le Conseil des Etats a renvoyé au Conseil fédéral la « Réforme de la direction de l'Etat ». Deux ans plus tard, le Centre pour la Réforme des Institutions Suisses (CRIS) se demande où donc est passée cette réforme. Il note que les Chambres ont demandé de nouvelles propositions visant en particulier à « renforcer la direction politique du gouvernement ». Le CRIS souligne combien cette notion de cohérence politique est au cœur des difficultés actuelles de la Suisse. Il rappelle que son initiative parlementaire permet précisément d'améliorer la cohésion du collège fédéral en remplaçant l'élection individuelle des Conseillers fédéraux par un scrutin de liste à deux tours. Enfin, il adresse aux présidents des quatre partis gouvernementaux une lettre leur demandant quelles mesures ils préconisent pour améliorer à terme la lisibilité et la cohérence du Conseil fédéral.

UNE REFORME QUI MANQUE SA CIBLE

La proposition refusée par les Chambres prévoyait d'adjoindre au Conseil fédéral des ministres délégués, un par département, nommés par le Conseil fédéral et confirmés en bloc par le Parlement. Disposant d'une voix consultative au sein d'un « gouvernement à deux cercles », les ministres délégués avaient pour fonction de décharger les Conseillers fédéraux et de leur permettre ainsi de se recentrer sur les questions politiques.

Si cette réforme de portée technique pouvait contribuer à décharger le Conseil fédéral, elle n'apportait aucune amélioration sur le fonctionnement politique de l'exécutif, notamment au plan de sa cohésion.

RENFORCER LA DIRECTION POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Ce n'est donc pas par hasard si, à une très large majorité, les Chambres ont refusé ce modèle. D'ailleurs elles ont demandé au Conseil fédéral de nouvelles propositions répondant à trois exigences : « renforcer la direction politique du gouvernement, décharger le Conseil fédéral de tâches administratives et accroître l'efficacité de l'administration ». Il est significatif que le Parlement demande en priorité un « renforcement de la direction politique du gouvernement ». L'absence de cohérence au sommet de l'Etat est en effet la cause de nombreux blocages dans l'orientation du pays. Dans ce sens, le silence du Conseil fédéral, qui n'a donné aucune suite à l'injonction des Chambres de juin 2004, est inquiétant.

INITIATIVE PARLEMENTAIRE MARKWALDER - NORDMANN

Déposée le 7 octobre 2005, l'initiative parlementaire Markwalder - Nordmann propose d'introduire un scrutin de liste à deux tours. Neuf mois après son dépôt, l'initiative inspirée par le CRIS voit sa pertinence renforcée par l'actualité, tant le manque de cohérence du Conseil fédéral est frappant. Rôle de l'Etat, services publics, finances fédérales, assurances sociales, Europe, aucun dossier ne semble à l'abri de ses dysfonctionnements.

En fait, l'élection successive et par ancienneté est inéquitable, peu démocratique, source de confusion et de manipulation. Mais surtout, elle est susceptible de produire des assemblages aléatoires sans signification politique et donc sans réelle capacité d'action. A l'inverse, le scrutin de liste introduit la notion d'équipe, résultat d'une négociation préalable sur les personnes et les objectifs.

QUATRE QUESTIONS AUX QUATRE PARTIS GOUVERNEMENTAUX

Enfin, le CRIS adresse aujourd'hui une lettre aux présidents des quatre partis gouvernementaux leur posant en matière de gouvernance les quatre questions suivantes :

- *Estimez-vous qu'aujourd'hui la cohérence dans l'action et la communication du Conseil fédéral soit suffisante et crédible ?*
- *Comment interprétez-vous l'incapacité du Conseil fédéral à donner une suite concrète au renvoi de la « Réforme de la direction de l'Etat » ?*
- *Au moment où les Chambres s'apprêtent à élire une nouvelle Conseillère fédérale, qu'attendez-vous du Conseil fédéral durant la fin de la législature en matière de gouvernance ?*
- *A l'horizon 2007, voire au-delà, quelles mesures préconisez-vous pour que l'addition de personnes sans programme ni solidarité qui compose le Conseil fédéral se transforme en une véritable équipe gouvernementale ?*

Pour informations complémentaires :

Yvette Jaggi, présidente du CRIS (021-728 95 70) ; François Cherix, secrétaire général (021-351 35 40) ; CN Christa Markwalder, comité du CRIS (079-222 52 80) ; CN Roger Nordmann (079-290 06 74) comité du CRIS.